

# LE BUDGET DE L'ÉTAT VOTÉ POUR 2013

en quelques chiffres

(Loi de finances initiale)



# Évaluation des recettes perçues par l'État en 2013

(art. 61 de la loi de finances initiale pour 2013)

en millions €

---

## RECETTES FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)

Impôt sur le revenu (produit net)	71 902
Impôt sur les sociétés (produit net)	53 531
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	13 680
Taxe sur la valeur ajoutée (produit net)	141 245
Autres contributions fiscales	18 258

---

**Total des recettes fiscales nettes (A)** **298 616**

---

## RECETTES NON FISCALES (BUDGET GÉNÉRAL)

Dividendes et recettes assimilées	7 000
Produits du domaine de l'État	1 959
Produits de la vente de biens et services	1 214
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières	534
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuites	1 492
Divers	2 009

---

**Total des recettes non fiscales (B)** **14 208**

---

**RECETTES NETTES AVANT PRÉLÈVEMENTS (A+B)** **312 824**

## PRÉLÈVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT

<i>Prélèvements au profit des collectivités territoriales</i>	<i>55 693</i>
<i>Prélèvements au profit de l'Union européenne</i>	<i>20 435</i>

---

**Total des prélèvements sur recettes (C)** **76 128**

---

**FONDS DE CONCOURS (D)** **3 320**

---

**TOTAL DES RECETTES NETTES DU BUDGET GÉNÉRAL (A+B-C+D)** **240 016**

---

**BUDGETS ANNEXES (y compris fonds de concours)** **2 331**

---

**COMPTES SPÉCIAUX** **189 586**

---

# Tableau de l'équilibre budgétaire de l'État pour 2013

(art. 61 de la loi de finances initiale pour 2013)

en millions €

## BUDGET GÉNÉRAL

### RESSOURCES :

Recettes fiscales brutes	394 780
<i>A déduire : Remboursements et dégrèvements</i>	96 164
<b>Total des recettes fiscales nettes</b>	<b>298 616</b>
<b>Recettes non fiscales</b>	<b>14 208</b>
Recettes résultant de fonds de concours	3 320
<i>A déduire : Prélèvements au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne</i>	76 128
<b>Total des ressources nettes du budget général (A)</b>	<b>240 016</b>

### CHARGES :

<b>Dépenses relatives aux missions</b>	<b>395 484</b>
Dépenses correspondant aux fonds de concours	3 320
<i>A déduire : Remboursements et dégrèvements</i>	96 164
<b>Total des charges nettes du budget général (B)</b>	<b>302 640</b>

<b>SOLDE DU BUDGET GÉNÉRAL (C=A-B)</b>	<b>- 62 624</b>
--	-----------------

## BUDGETS ANNEXES

Ressources (y compris fonds de concours)	2 315
Dépenses (y compris sur fonds de concours)	2 308
<b>Solde des budgets annexes (D)</b>	<b>7</b>

## COMPTES SPÉCIAUX

### RESSOURCES :

Ressources affectées ( <i>aux comptes d'affectation spéciale</i> )	74 312
Remboursements des prêts et avances ( <i>comptes de concours financiers</i> )	115 274
Excédent net des comptes de commerce et des comptes d'opérations monétaires	172
<b>Ressources totales des comptes spéciaux (E)</b>	<b>189 758</b>

### CHARGES :

Dépenses relatives aux missions des comptes d'affectation spéciale	74 525
Dépenses relatives aux missions des comptes de concours financiers	114 926
<b>Charges des comptes spéciaux (F)</b>	<b>189 451</b>
<b>Solde des comptes spéciaux (G = E-F)</b>	<b>307</b>

<b>SOLDE DU BUDGET DE L'ÉTAT (C+D+G)</b>	<b>- 62 310</b>
--	-----------------

# Crédits de paiement ouverts par mission en 2013 \*

(art. 62, 63 et 64 de la loi de finances initiale pour 2013)

en millions €

## MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL

Action extérieure de l'État	2 973
Administration générale et territoriale de l'État	2 555
Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales	3 358
Aide publique au développement	3 120
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	3 068
Conseil et contrôle de l'État	627
Culture	2 638
Défense	38 124
Direction de l'action du Gouvernement	1 209
Écologie, développement et aménagement durables	8 355
Économie	1 801
Égalité des territoires, logement et ville	7 998
Engagements financiers de l'État	56 149
Enseignement scolaire	64 002
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	11 625
Immigration, asile et intégration	671
Justice	7 693
Médias, livre et industries culturelles	1 216
Outre-mer	2 039
Politique des territoires	321
Pouvoirs publics	991
Provisions	34
Recherche et enseignement supérieur	25 935
Régimes sociaux et de retraite	6 543
Relations avec les collectivités territoriales	2 738
Remboursements et dégrèvements	96 164
Santé	1 288
Sécurité	17 620
Sécurité civile	440
Solidarité, insertion et égalité des chances	13 403
Sport, jeunesse et vie associative	470
Travail et emploi	10 316
<b>Total pour le budget général (A)</b>	<b>395 484</b>

\* Les crédits autorisés par la loi de finances sont constitués :  
- d'autorisations d'engagement (AE) ;  
- de crédits de paiement (CP).

Les informations du présent document ne portent que sur les CP, qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées, au cours de l'année 2013, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des AE autorisées.

**MISSIONS DE BUDGETS ANNEXES**

Contrôle et exploitation aériens	2 095
Publications officielles et information administrative	213
<b>Total pour les budgets annexes (B)</b>	<b>2 308</b>

**MISSIONS DE COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE**

Aides à l'acquisition de véhicules propres	404
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 417
Développement agricole et rural	110
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	377
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	825
Gestion du patrimoine immobilier de l'État	605
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'État	1 067
Participation de la France au désendettement de la Grèce	149
Participations financières de l'État	13 140
Pensions	56 106
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	325
<b>Total pour les comptes d'affectation spéciale (C)</b>	<b>74 525</b>

**MISSIONS DE COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS**

Accords monétaires internationaux	-
Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	7 526
Avances à l'audiovisuel public	3 448
Avances aux collectivités territoriales	93 407
Avances aux organismes de sécurité sociale	9 493
Prêts à des États étrangers	1 027
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	25
<b>Total pour les comptes de concours financiers (D)</b>	<b>114 926</b>

**TOTAL DES CRÉDITS DE PAIEMENT (CP) OUVERTS POUR L'ENSEMBLE DES MISSIONS DE L'ÉTAT (A+B+C+D)****587 243**

<b>Évaluation des CP à ouvrir en raison des fonds de concours</b>	<b>3 336</b>
---	--------------

*Dont :*

- missions du budget général	3 320
- missions de budgets annexes	16

**TOTAL GÉNÉRAL (CP ouverts + CP prévisibles sur fonds de concours)****590 579**

# Plafonds des autorisations d'emplois pour 2013 \*

(art. 66 de la loi de finances initiale pour 2013)

## MISSIONS DU BUDGET GÉNÉRAL

Affaires étrangères	14 798
Affaires sociales et santé	11 157
Agriculture, agroalimentaire et forêt	31 007
Culture et communication	10 928
Défense	285 253
Écologie, développement durable et énergie	38 198
Économie et finances	150 238
Éducation nationale	955 434
Égalité des territoires et logement	14 194
Enseignement supérieur et recherche	11 253
Intérieur	277 008
Justice	77 542
Outre -mer	5 086
Redressement productif	1 253
Services du Premier ministre	9 640
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	10 072

---

**Total pour le budget général** **1 903 061**

---

## BUDGETS ANNEXES

Contrôle et exploitation aériens	11 025
Publications officielles et information administrative	835

---

**Total pour les budgets annexes** **11 860**

---

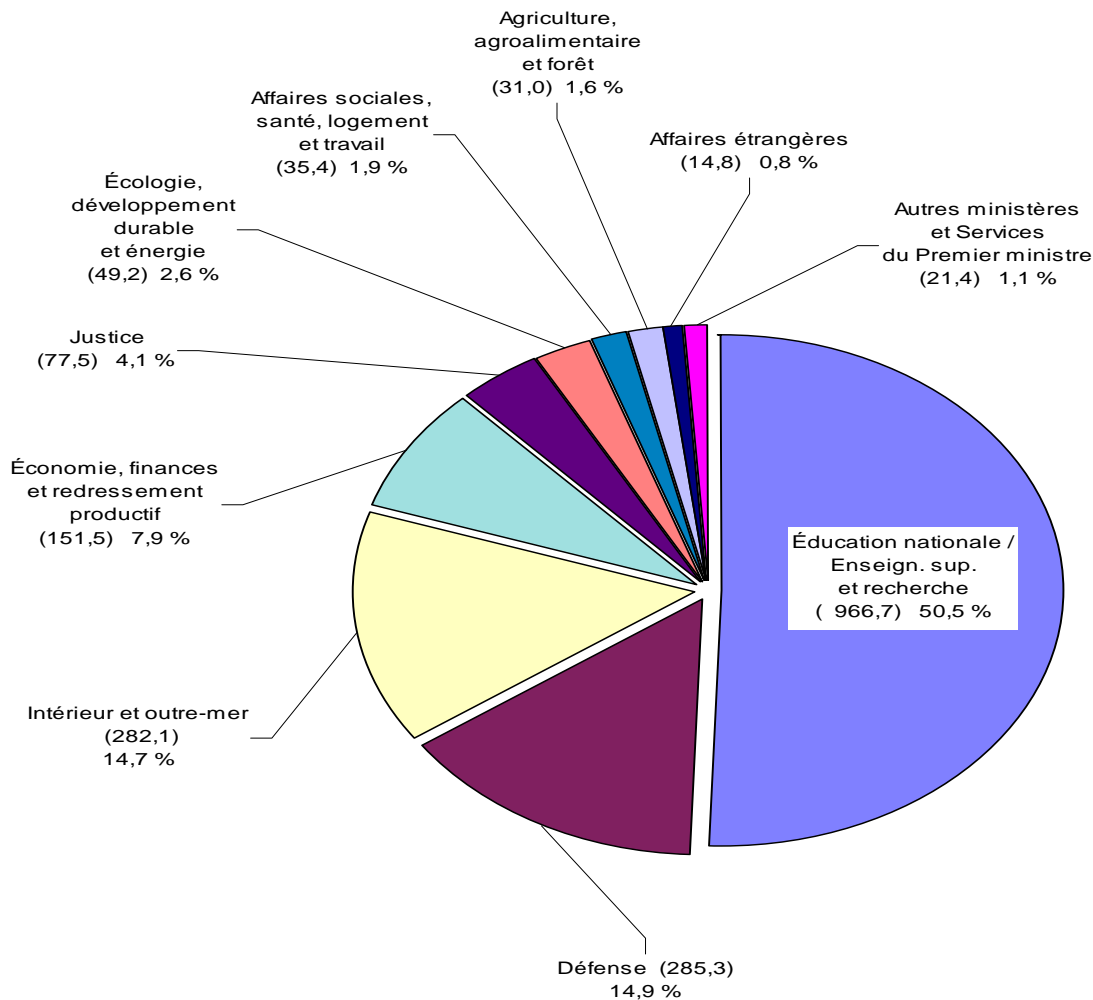
---

**TOTAL GÉNÉRAL** **1 914 921**

---

\* Les plafonds d'emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT) ; ils sont établis :  
- par ministère pour ce qui concerne le budget général ;  
- par budget annexe.

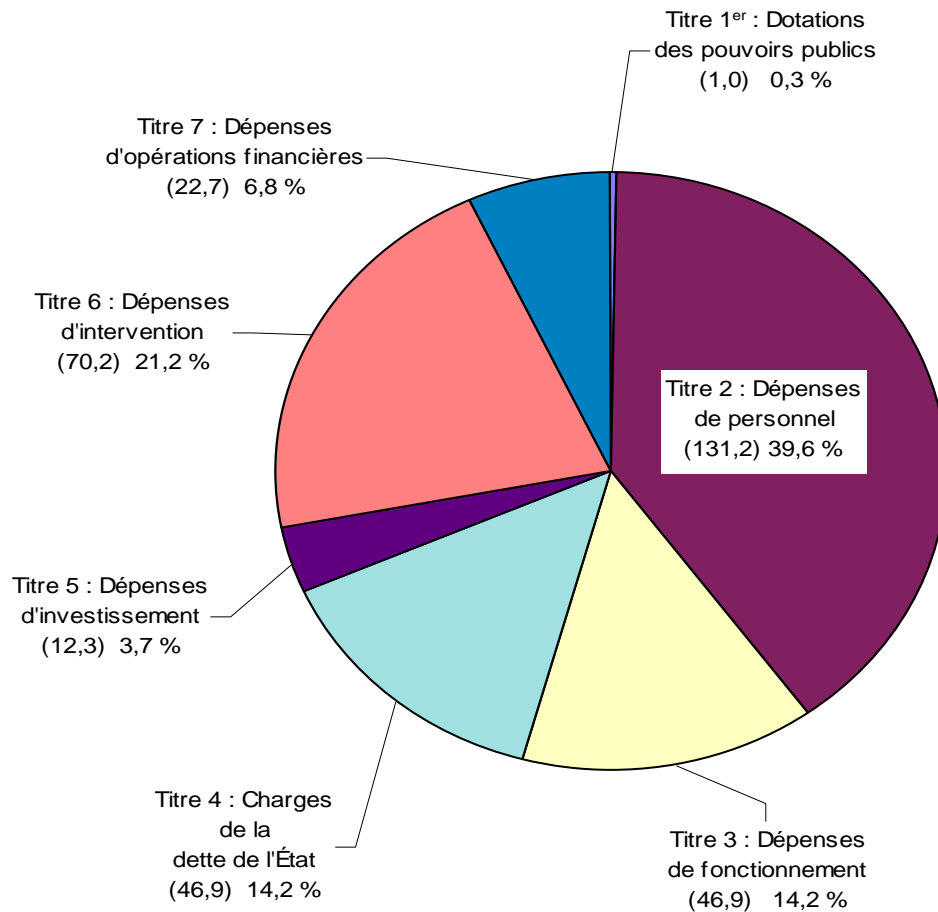
# Répartition des 1 914 921 emplois de l'État autorisés pour 2013 \*



\* Dans le graphique, l'unité de dénombrement des emplois de chaque ministère est le millier d'emplois.

Outre les 1 915 000 emplois de l'État, le budget de l'État finance indirectement, en totalité ou en partie, environ 385 500 emplois des opérateurs de l'État (art. 67 de la loi de finances initiale pour 2013), notamment les emplois des universités (157 000), ceux des établissements publics de recherche (77 000), ceux de Pôle emploi (45 000), ainsi que ceux des secteurs de l'agriculture, alimentation, pêche, forêt et affaires rurales (15 500) et de la culture (15 000).

# Analyse par nature des charges budgétaires de l'État pour 2013 \*



\* Selon les titres définis par l'article 5 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

Le présent graphique répartit entre titres 331,2 milliards d'euros de dépenses autorisées, qui correspondent au total des crédits ouverts en loi de finances initiale pour 2013 au budget général (395,5 Md€) et sur comptes d'affectation spéciale (74,5 Md€), diminué de 96,2 milliards d'euros de dépenses de remboursements et dégrèvements d'impôts et de 42,6 milliards d'euros de crédits inscrits à la fois au budget général et au compte d'affectation spéciale relatif aux Pensions.



Document réalisé  
par le bureau des lois de finances et la cellule communication  
de la direction du BUDGET  
-février 2013-